

LES PÊCHES

LA VENTE DE THON EN CONSERVE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je m'adresse de nouveau au premier ministre qui, tout à l'heure, s'est dit prêt à prendre des mesures pour retirer des magasins le thon contaminé.

M. Fraser: Il n'est pas contaminé.

M. Broadbent: Le premier ministre a dit qu'il prenait la question au sérieux et j'ai une question sérieuse à lui poser. Comme nous le savons, et personne ne dit qu'il y a des vies en danger—personne ne l'a dit de ce côté-ci . . .

M. Fraser: Au moins nous avons réussi à vous le faire dire.

M. Broadbent: Personne ne prétend cela. Mais nous savons que . . .

M. Fraser: Vous l'avez répété toute la journée.

M. le Président: A l'ordre. Si je demande aux uns de ne pas interrompre celui qui parle, je dois le demander aussi aux autres.

M. Broadbent: Nous savons qu'aucune vie n'est menacée, mais nous savons également que ce poisson est impropre à la consommation et qu'il peut rendre malade les personnes âgées, les enfants et d'autres gens. Je pose simplement au premier ministre la question suivante: Combien de Canadiens devront tomber malade avant que le gouvernement n'intervienne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député reconnaîtra, je pense, que cette question est indigne . . .

M. Broadbent: Pardon?

M. Hnatyshyn: Indigne.

M. Broadbent: Indigne?

M. Mulroney: . . . est indigne d'être relevée. J'ai assuré au député que rien ne permettait de croire que ce poisson présentait des risques pour la santé ou la sécurité. Je lui ai également garanti que toute qualité autre que supérieure était insatisfaisante. Nous nous orienterons dans cette voie.

Je pensais que nous avions répondu avec tous les détails voulus à certaines accusations qui ont pu semer la panique et causer indûment des torts à des gens et à des réputations. J'ai assuré honnêtement et ouvertement au député que le gouvernement apporterait son entière collaboration pour que cette question soit réglée dans l'intérêt des citoyens.

M. Broadbent: Monsieur le Président, je peux dire que la réponse du premier ministre est indigne de lui. Si c'est ce qu'il pense d'une question sérieuse, il mérite de se faire renvoyer le compliment.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Je voudrais poser une question au premier ministre au nom de tous ceux d'entre nous

Questions orales

qui se soucient vraiment de la santé des Canadiens et de la viabilité de l'industrie de la pêche. Comme nous savons que le produit en question peut causer des vomissements, ce qui est très mauvais pour la santé, pourquoi n'intervient-il pas aussitôt pour protéger la santé des citoyens au lieu d'attendre? Telle est ma question.

L'hon. John A. Fraser (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, les renseignements qui m'ont été communiqués ne justifient en rien les allégations du chef du Nouveau parti démocratique. Quoi qu'il puisse dire, il a reconnu qu'aucun problème de santé ne se posait . . .

M. Broadbent: Non.

M. Fraser: . . . mais il essaie d'en fabriquer un en jouant sur les mots. Le chef du Nouveau parti démocratique et les députés qui posent ces questions peuvent être certains que ces produits ne présentent pas de danger pour la santé.

* * *

[Français]

LES TEXTILES

LES RÉCENTES FERMETURES DE LA DOMINION TEXTILE À SAINT-JEAN (QUÉBEC) ET À VALLEYFIELD

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale.

La semaine dernière, vous avez déclaré que le gouvernement cherchait des moyens pour venir en aide à l'industrie du textile et qu'il était temps que l'industrie affronte la réalité de la concurrence mondiale. Le ministre peut-il dire à cette Chambre comment il arrive à concilier cette déclaration avec les récentes fermetures de deux usines de la Dominion Textile à Saint-Jean et à Valleyfield?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je réponds au député ce qu'on a dit la semaine dernière: la concurrence est féroce dans le monde actuel. L'industrie textile de nombreux pays est extrêmement compétitive de nos jours. Il nous faut faire face à la réalité: les importations entrent dans notre pays à des prix très concurrentiels. Nous perdons malheureusement des emplois à cause d'elles. C'est en partie à cause de cela que les usines de Dominion Textile ont fermé. Notre gouvernement examine les mesures à prendre pour remédier à la situation.

M. le Président: Avant de passer aux rapports sur les pétitions, je signale que les députés ont pris la mauvaise habitude de poser des questions et de donner des réponses en s'adressant entre eux à la deuxième personne. Je leur demande à l'avenir de bien vouloir adresser leurs questions et réponses par l'entremise de la présidence.